

Table des matières

	SOMMAIRE	5
	INTRODUCTION	11
	Philippe BOURIN	
	LAWYERS SUPPORTING THE DIGITAL DEVELOPMENT OF THE BANK	15
	Catherine OLIVIER	
Chapter I.	Banks in the “Smart Economy”	16
	Section 1. The Need to Adapt to Clients’ Expectations	16
	Section 2. The Need to Reinforce Transparency and Security under Regulatory Constraints	17
Chapter II.	Legal in the Digital Revolution	18
	COMMENT CONCILIER LE <i>DIGITAL ONBOARDING</i> AVEC LES EXIGENCES RÉGLEMENTAIRES APPLICABLES À L’IDENTIFICATION DES CLIENTS ?	21
	Joseph DELHAYE	
	Introduction	21
Chapitre I.	Exigences réglementaires applicables au <i>digital onboarding</i>	22
	Section 1. Cadre réglementaire en matière de lutte contre le blanchiment et contre le financement du terrorisme	22
	§ 1. Loi modifiée du 12 novembre 2004 relative à la lutte contre le blanchiment et contre le financement du terrorisme	23
	§ 2. Règlement grand-ducal du 1 ^{er} février 2010 portant précision de certaines dispositions de la loi modifiée du 12 novembre 2004 relative à la lutte contre le blanchiment et contre le financement du terrorisme	24

§ 3. Règlement CSSF n° 12-02 du 14 décembre 2012 relatif à la lutte contre le blanchiment et le financement du terrorisme	25
§ 4. Directive 2015/849/UE du 20 mai 2015 du Parlement européen et du Conseil relative à la prévention de l'utilisation du système financier aux fins du blanchiment de capitaux ou du financement du terrorisme (ci-après, «la 4 ^e directive AML/CFT»)	26
§ 5. Directive 2018/843/UE du Parlement européen et du Conseil du 30 mai 2018 modifiant la directive 2015/849/UE relative à la prévention de l'utilisation du système financier aux fins du blanchiment de capitaux ou du financement du terrorisme ainsi que les directives 2009/138/CE et 2013/36/UE (ci-après, «la 5 ^e directive AML/CFT»)	27
Section 2. Cadre réglementaire en matière d'identification et de signature électronique	28
Chapitre II. Les exigences opérationnelles du digital onboarding	32
Section 1. Les composantes d'une identification électronique	32
Section 2. Les différentes solutions de <i>digital onboarding</i> sous la loupe	34
§ 1. <i>Digital onboarding</i> sans face-à-face	34
§ 2. <i>Digital onboarding</i> avec face-à-face en ligne	35
Conclusion	39
PAYMENT SERVICES AND NEW TECHNOLOGIES	41
Susanne GOLDACKER	
Chapter I. Introduction	41
Chapter II. Legal Framework	42
Chapter III. New Players and Terminology	43
Chapter IV. Payment Initiation Service Providers	43
Chapter V. Account Information Service Provider	45
Chapter VI. Security Requirements for PISP and AISP for Access to Payment Accounts	45

Chapter VII. New Regulatory Requirements for PSPs under PSD2	46
Chapter VIII. Challenges and Opportunities	48
Section 1. Challenges	48
§ 1. For Banks	48
§ 2. For Card Issuers	48
§ 3. For the New Players	48
Section 2. Opportunities	48
§ 1. For Consumers	48
§ 2. For Online Retailers	49
ICOs – LUXEMBOURG LEGAL ASPECTS	51
Henri WAGNER	
Chapter I. Introduction	51
Chapter II. What is an ICO?	52
Chapter III. What Is a Token?	52
Chapter IV. What Are the Types of Tokens?	53
Chapter V. What Is a Typical Process?	53
Chapter VI. What We Know	54
Chapter VII. Why Use Cryptocurrencies?	55
Chapter VIII. What Are the Issues?	55
Chapter IX. What We Do not Know	56
Chapter X. Tokens – Tentative Classification	56
Chapter XI. Classification as Securities	57
Section 1. Do Market Abuse Rules Apply?	57
Section 2. Do Public Offer Rules Apply?	58
Chapter XII. What We Have Seen	60
Chapter XIII. Conclusion	60

**VOTRE CONSEILLER EN INVESTISSEMENT EST UN ROBOT :
 QUEL IMPACT SUR LA PROTECTION DU CLIENT
 DE LA DIRECTIVE 2014/65/UE ?.....61**
 Isabelle RIASSETTO

Chapitre I. Les contours du conseil en investissement automatisé à la lumière de 2014/65/UE.....64

Section 1. La détermination du conseil en investissement.....64

 § 1. Le conseil en investissement automatisé, un service d'investissement64

 § 2. Le conseil en investissement et les autres services d'investissement automatisés69

Section 2. La détermination du conseiller en investissement..70

 § 1. L'origine de la recommandation71

 § 2. Le responsable du conseil en investissement72

Chapitre II. La protection du client de la directive 2014/54/UE à l'épreuve de l'automatisation du conseil en investissement76

Section 1. Un test d'adéquation automatisé.....77

 § 1. Connaître son client.....77

 § 2. Connaître ses produits83

 § 3. L'adéquation des investissements au client.....85

Section 2. Une information automatisée.....87

 § 1. L'information exigée87

 § 2. L'information adaptée.....89

LES FRAUDES EN LIGNE ET LE RÔLE DES *MONEY MULES*.....91
 Max BRAUN

Chapitre I. Participation à l'exécution des fraudes en ligne92

Section 1. Place des *money mules* dans les fraudes en ligne.....92

 § 1. Définition.....92

 § 2. Applications pratiques.....93

Section 2. Répression des *money mules* pour participation à l'infraction principale94

 § 1. Participation aux éléments matériels de l'infraction.....95

 § 2. Participation consciente à l'infraction principale96

Chapitre II. Blanchiment des fonds issus des fraudes en ligne	97
Section 1. Volet répressif: l'infraction de blanchiment	98
§ 1. Éléments matériels de l'infraction.....	98
§ 2. Élément moral de l'infraction	99
Section 2. Volet préventif: la législation de lutte contre le blanchiment et le financement du terrorisme...	100
§ 1. Obligation de vigilance	101
§ 2. Obligation de coopération avec la Cellule de renseignement financier.....	102